



# NPA

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# UNE PREMIÈRE VICTOIRE POUR LES TRAVAILLEURS DE BURSA

## CONTRE LA MISE EN CONCURRENCE

## UN POINT D'APPUI POUR TOUS LES TRAVAILLEURS DE L'AUTOMOBILE

**BULLETIN NPA RENAULT LE MANS**

**29 MAI 2015**

Jeudi 14 mai, les travailleurs de l'usine Renault Oyak de Bursa en Turquie (4 800 salariés) se sont mis en grève pour refuser un accord signé par le syndicat «Turk Metal», syndicat dont les représentants sont liés aux patrons et qui va jusqu'à réprimer physiquement les ouvriers qui s'organisent. L'accord imposait 3% d'augmentation de salaire jusqu'en 2017, alors que leur pouvoir d'achat vient de perdre 20%, suite à la dévaluation de la monnaie turque.

Ils demandaient 20 à 60 % de hausse des salaires, ainsi que la garantie écrite qu'aucun gréviste ne soit licencié, que le syndicat «Turk Metal» soit chassé de l'usine et que des représentants élus par les travailleurs soient associés aux négociations.

### UNE GRÈVE CONTAGIEUSE

Le déclencheur du conflit a été le succès remporté par les ouvriers de Bosch, avec 60% d'augmentation des salaires.

Ensuite, le blocage de l'usine Renault a été le départ d'une puissante vague de grèves de 12 000 salariés qui a touché les usines Tofas (groupe Fiat), Mako et Coskunöz (deux équipementiers de Renault) ou encore Ford Otosan, paralysant une partie de l'industrie automobile turque.

Le slogan « Renault, la résistance, c'est partout » a été repris par des milliers d'ouvriers. La solidarité, c'est l'arme des travailleurs

Un slogan des grévistes a traduit leur détermination : « Plutôt mourir que reculer ».

Des groupes d'ouvriers sont venus devant l'usine en soutien aux grévistes barricadés à l'intérieur. On a apporté des couvertures pour affronter le froid, des commerçants ont apporté de la nourriture, les familles sont venues encourager les grévistes, des jeunes ont collé des affiches de soutien.

A Izmir, Ankara, Istanbul, Eskisehir, Alexandrette, etc., les travailleurs d'autres entreprises ont exprimé leur solidarité avec ceux de Bursa.

### PATRONS, GOUVERNEMENT ET TURK METAL MAIN DANS LA MAIN POUR ÉTEINDRE L'INCENDIE

Patronat et gouvernement turc se sont dressés contre la grève, le ministre de l'industrie exigeant une reprise immédiate du travail, avant toute négociation. Dans ce pays où il est quasiment impossible de faire des grèves « légales », le procureur général de Bursa a engagé des poursuites pour cause de « grève illégale ». La police s'est positionnée aux abords de l'usine et a menacé d'intervenir si les travailleurs de l'extérieur cherchaient à entrer dans l'usine. Quant à la direction de Renault, elle a envoyé une lettre aux grévistes pour les avertir que "leurs manifestations perturbent le travail, constituent un crime et que seront licenciés ceux qui poursuivent ces actions". Elle a même menacé de «reconsidérer son investissement en Turquie », maniant le chantage au maintien des usines comme elle l'a déjà fait en Roumanie, en Espagne ou en France.

### EN TURQUIE COMME AILLEURS ON PEUT FAIRE RECULER LES PATRONS

Mercredi 27 mai, le travail a repris à l'usine Renault de Bursa où un accord est intervenu avec les représentants des grévistes, stipulant que la direction s'engage à ne procéder à aucun licenciement, à retirer ses plaintes pour «activité criminelle » contre les grévistes, à reconnaître pour tous les travailleurs la liberté d'affiliation au syndicat de leur choix et le droit d'élire librement leurs porte-paroles. Et que jusqu'à cette élection, les porte-paroles de la grève restent reconnus par la direction. S'y ajoutent le paiement immédiat d'une prime de 360 €, plus 216 en fin d'année et l'engagement de rediscuter tous les salaires dans le délai d'un mois.

Face à l'offensive patronale pour baisser les salaires et dégrader les conditions de travail, en Turquie comme en France ou ailleurs, c'est une formidable victoire pour les ouvriers de Bursa. Mais c'est aussi un point d'appui pour tous les travailleurs de l'automobile, pour combattre la politique de mise en concurrence, de division des travailleurs d'un pays à l'autre.



**LE BLOG DU SECTEUR**

**AUTOMOBILE DU NPA**

**Avec les tracts, les infos  
essentiels de notre secteur**

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)



---

## LOI REBSAMEN : GRANDE BRADERIE DES DROITS DES SALARIÉ-E-S

Cette fois, c'est le droit des salarié-e-s à se défendre et à se mêler des affaires du patron qui est dans le collimateur du gouvernement. À l'origine, l'échec du Medef à imposer partout le « conseil d'entreprise », instance fusionnant délégués du personnel (DP créés en 1936), comité d'entreprise (CE, 1945) et comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT, 1982).

Dans les entreprises de moins de 300 salarié(e)s, le patron pourrait sur sa seule décision fusionner CE, DP et CHSCT dans une seule et unique instance. À la clé, c'est évidemment la baisse du nombre d'élu(e)s et d'heures de délégation pour assurer le mandat ou aller discuter avec les salarié(e)s qui est en jeu, mais aussi la marginalisation de la santé et la sécurité. De même, le CE ne serait plus consulté sur les accords d'entreprise. C'est évidemment 80 ans de conquêtes sociales remises en causes, ne les laissons pas faire.

---

### GATTAZ RÉCIDIVE !

Et voilà que le patron des patrons revient sur une de ses idées fixes : repousser l'âge de la retraite à 67 ans. Il propose un abattement dégressif sur les pensions complémentaires perçues avant 67 ans. Pour un départ à la retraite à 62 ans par exemple, le salarié subirait une décote de 40%, puis de 30% à 63 ans, 18% à 64 ans, 2% à 65 ans et 1% à 66 ans. En clair, ou se serrer la ceinture de 62 à 67 ans, ou travailler jusqu'à ce que mort s'ensuive

---

### NON AU FLICAGE DES CHÔMEURS

Les milliards d'aides octroyées aux entreprises dans le cadre du Crédit Compétitivité Emploi et du Pacte de Responsabilité ont un résultat nul en termes de créations d'emplois, le chômage est toujours aussi haut. Malgré cela pas question pour Hollande et son gouvernement de demander des comptes aux patrons. Non : ce sont les chômeurs qu'on va harceler.

Pole Emploi va recruter 200 agents pour débusquer ceux des chômeurs qui ne mettraient pas assez d'énergie dans leur recherche d'emploi. La menace de radiation et de perte des allocations devrait pousser les chômeurs à accepter n'importe quel boulot précaire et mal payé. De quoi dégonfler un peu les statistiques du chômage, mais aussi de peser à la baisse des salaires pour ceux et celles qui ont encore la chance d'avoir un emploi. Ignoble scénario.

Pour nous contacter :  
Tél : 06 33 55 00 27  
COURRIEL : [NPA.SARTHE@GMAIL.COM](mailto:NPA.SARTHE@GMAIL.COM)

---

## LE CHIFFRE : 25 MILLIARDS D'EUROS

C'est ce que les patrons volent à la Sécurité sociale, chaque année. La fraude, en ne payant pas leurs cotisations, a doublé par rapport à 2007 et s'élèverait aujourd'hui à 20 ou 25 milliards : plus que le « trou » de la Sécu, qui s'élève cette année à 14,7 milliards. La fraude à « Pôle emploi » serait, elle, de 39 millions. Mais le gouvernement veut, bien sûr, fliquer d'abord les chômeurs.

---

### OÙ EST L'ARNAQUE À TOYOTA ?

Bénéfices Record pour le groupe Toyota : 16,7 milliards d'euros ! ça fait qu'en moyenne, chaque Toyota vendue rapporte 1 850 euros de bénéfice net.

TMMF qui produit les Yaris à Onnaing fait partie du groupe Toyota. Alors, quand la direction de TMMF annonce 28 « petits » millions d'euros de bénéfice pour cette année, ça ne fait que 120 euros de bénéfice par voiture ! On est loin du compte ! Ces résultats ne correspondent pas à la réalité des bénéfices car TMMF vend les Yaris à 10 000 € en moyenne à Toyota Europe, alors que le prix de vente en concessions va de 16 000 à 21 000 €.

À partir du bénéfice moyen de 1 850 € par voiture, on peut estimer les bénéfices de TMMF

à 400 millions €, bien au-dessus des 28 millions annoncés. Cherchez l'erreur !

---

### TRANSPORTS PUBLICS GRATUITS , C'EST POSSIBLE ET ÇA EXISTE

Le transport collectif est une nécessité pour se former, travailler , chercher un emploi, se divertir... C'est un droit, c'est une exigence écologique et sociale.

Le collectif pour des transports gratuits demande la gratuité des bus et tramways ainsi que des parkings relais. La gratuité en plus d'être une mesure équitable et écologiquement responsable est tout à fait réalisable. Il s'agit d'un choix politique au bénéfice de la population.

Il suffit de 2 millions d'euros, c'est ce que coûte le MMArena chaque année et qui va dans la poche de Vinci. L'agglomération d'Aubagne (104 000 hab.) dans les Bouches du Rhône en fait déjà l'expérience depuis plusieurs années. En présence de Magalli Giovannangelli co-auteure de « Liberté Égalité, Gratuité, une expérience sociale à Aubagne, le collectif organise :

RÉUNION PUBLIQUE  
VENDREDI 29 MAI À 20H  
SALLE DU JARDIN DES PLANTES

---